

Résister, oui, mais comment ?

Jo Briant *

**«Frères et sœurs
sans papiers,
Ne cédez pas à la peur !
Ceux qui sèment la terreur
pour que nous restions
dans la clandestinité ne sont pas
dignes de ce pays,
berceau des droits humains.
Non ! ne cédez pas à la peur !
Sortez de l'ombre !
Rejoignez-nous !
Ensemble nous serons plus forts
et plus fortes.
La peur et la honte font de nous
des êtres méprisables.
Plutôt que d'être raflés au coin
d'une rue ou dans une gare,
relevons la tête,
luttons ensemble !» (**)**

(**) Appel lancé par un groupe de femmes françaises et étrangères de l'ASTI (Association de soutien aux travailleurs immigrés) de Valence, lu lors d'une cérémonie de « Parrainage républicain » tenue le 24 novembre 2007 à Porte Les Valence.

(*) *porte-parole de la Coordination iséroise de soutien aux sans-papiers.*

Le 18 mars 1996, surgissent, comme d'un tunnel, éblouis par les projecteurs des caméras de télévision, trois cents Africains réclamant comme une évidence leur régularisation. L'occupation ce jour-là de l'église Saint Ambroise, dans le onzième arrondissement de Paris, fut d'abord perçue comme une surprise, mais aussi comme une réaction de désespoir sans avenir. Et pourtant cette occupation soudaine et inattendue constituait un geste collectif à certains égards inouï : pour la première fois depuis les années 75-80, période où l'on enfermait déjà les étrangers au centre d'Arenx (près de Marseille) et où des travailleurs immigrés sans papiers ont mené déjà des grèves de la faim, les « clandestins », les « sans papiers » étaient là, en chair et en os, devant la France entière par caméras interposées. Ils n'avaient pas l'air méchant, ce n'était manifestement pas des escrocs qui profitaient des largesses de la République. Surtout, ils ne se cachaient pas, ils osaient franchir la frontière de l'invisible et de la clandestinité. Et, en plus, il y avait des femmes et des enfants... Un choc qui retentit dans l'ensemble de l'Hexagone, notamment auprès des associations et des militants... Faut-il rappeler la suite : après avoir été chassés de l'église Saint Ambroise, l'occupation de l'église Saint Bernard, toujours au nord de Paris, la honteuse expulsion « à coups de hache » un certain 23 août 1996, les grèves de la faim, les parrainages d'élus et de personnalités. Et la grande Marche Marseille-Paris de 2002, et d'autres marches, et d'autres grèves de la faim, et d'autres parrainages...

Résistance...Solidarité...Tant d'images, de souvenirs, de rassemblements, d'actions parfois très dures. Comment oublier, un exemple parmi tant d'autres, l'occupation par surprise un jour de novembre 2001, d'un immeuble de trois étages en construction, sis rue de New Yorg à Grenoble, avec une cinquantaine de sans papiers sans toit. Il gelait, et nous avons dû tenir avec eux une douzaine de jours dans cet immeuble glacial, dormir sur place, allumer un brasero au rez-de-chaussée pour nous réchauffer. Fin novembre : grande *Marche de la colère et de la dignité*, forçant les portes de la Métro (Communauté de communes), de l'Hôtel de Ville, du Conseil général pour finir devant la Préfecture. Il fallait voir la détermination de tous ces sans droits. Le soir même, face à cette « marée et à l'émotion relayée par les médias locaux, la Ville de Grenoble met à la disposition d'une soixantaine de demandeurs d'asile et de sans papiers des « Vestiaires » de l'Anneau de Vitesse. Ils devaient y rester au maximum un mois, ils y resteront six mois, dans des conditions de promiscuité et d'hygiène quasiment insoutenables. Mais ils étaient au moins au chaud et ont été presque tous relogés par la suite.

Ces « parrainages républicains »...
Ces enfants, « laissez-les grandir ici ! »...

L'une des formes les plus significatives et les plus « citoyennes » de la solidarité avec les « exclus parmi les exclus » que sont les sans papiers est assurément le « *parrainage républicain* ». Le principe est simple : il s'agit de trouver à chaque sans papier un « *parrain* » ou une « *marraine* », un-e citoyen-ne français-e qui sera chargé-e de l'accompagner administrativement et moralement dans ses démarches auprès de l'OFPPRA [Office français de protection des réfugiés et apatrides], de la Préfecture, d'un avocat...jusqu'à l'obtention d'un titre de réfugié ou de séjour. Une démarche de solidarité consacrée, validée par

une cérémonie dans un lieu public (le plus souvent une mairie), avec des élus munis de leur écharpe. « *Françoise, acceptez-vous de prendre pour filleule Fatima...* », « *Fatima, en demandant à Françoise de vous parrainer, c'est à nous que tu permets d'exercer notre citoyenneté...* ». Sourires, applaudissements, signature. J'ai bien dû assister à une quinzaine de ces « *parrainages républicains* ». Chaque fois, la même émotion, la même symbolique, si forte, de solidarité individuelle et collective. Et la preuve que cette solidarité va bien au-delà du cercle des militants. En Isère ce sont, depuis dix ans, près d'un millier de femmes et d'hommes, dont beaucoup peu politisés au départ, qui ont décidé d'être marraine ou parrain, révoltés par la situation de cet Algérien, de ce cette Congolaise, de ce Tchétchéne qu'ils ont été amenés à rencontrer...

« *Laissez-les grandir ici !* » : magnifique injonction solidaire lancée depuis maintenant quatre ans par le Réseau Education sans frontières. Un Réseau national constitué d'enseignants, de parents d'élèves, de militants qui refusent de toute leur force qu'un enfant doive interrompre brutalement sa scolarité parce que ses parents sont renvoyés dans leur pays d'origine. Ou même qu'il ne puisse pas apprendre normalement parce qu'il est profondément perturbé par la situation administrative de ses parents. Rien qu'en Isère, on dénombre début 2008 une vingtaine de Comités de Soutien dans des établissements scolaires. Un exemple parmi tant d'autres : des centaines de jeunes du Lycée Emmanuel Mounier de Grenoble se sont mobilisés avec une force extraordinaire, avec la majorité des enseignants, pour empêcher durant l'hiver et le printemps 2007 l'expulsion de leur camarade Aghilès Slimani, d'origine algérienne (Kabyle). Pétition signée par 3 000 personnes, manifestation massive devant la Préfecture et le Tribunal administratif, réunions hebdomadaires du comité de soutien au sein même

Dans quel pays ...?

Dans quel pays des hommes, des femmes, des enfants sont traqués, jetés à la rue ? dans quel pays des hommes, des femmes, des enfants qui ont fui la misère, la famine, les guerres, les tyrannies, la torture ou la prison, sont-ils renvoyés chez leurs bourreaux ? Dans quel pays des enfants, des femmes, des hommes sont fichés, soumis comme des criminels aux tests ADN et dénoncés comme les responsables de tous les maux ? En Russie ? En Corée du Nord, en Birmanie, en Chine, au Congo ? Ou bien dans la France de Nicolas Sarkozy et de Brice Hortefeux ? Impossible ! La France est une terre d'accueil, le pays des droits de l'homme, de la femme, de l'enfant !

Dans quel pays multiplie-t-on des centres de rétention indignes d'une démocratie ? Dans quel pays sépare-t-on les membres d'une famille ? Dans quel pays fixe-t-on des quotas d'immigrés à renvoyer afin de donner des gages aux pires xénophobes ? Dans quel pays des femmes, des hommes se jettent des fenêtres pour échapper à un contrôle et à une menace d'expulsion ? Dans quel pays inculpe-t-on ceux / celles qui manifestent leur solidarité, par exemple dans un avion où on ligote et étouffe un sans papier en vue de l'expulser, par la force s'il le faut ?

Qualifié de « clandestin », terme oh ! Combien stigmatisant par lequel est désigné l'immigré sans papier, cet étranger est désormais devenu de façon officielle l'incarnation de dangers multiples qu'il faut conjurer au plus vite par la réunion de moyens matériels, financiers et policiers exceptionnels. A cela s'ajoute, pour atteindre les fameux quotas d'expulsion fixés par l'administration placée sous l'autorité de B. Hortefeux, la mobilisation spectaculaire des préfets, pressés eux aussi de « faire du chiffre » comme on dit du côté de la Place Beauvau et dans les commissariats de la douce et très républicaine France des droits de l'homme.

Il est plus qu'urgent de poser certaines questions : à quelles type de pratiques s'apparentent cette traque et cette chasse aux étrangers en situation « irrégulière » ? De quoi la création du ministère de l'immigration et de l'identité nationale est-elle l'expression ? De quoi sommes-nous aujourd'hui les témoins ? Tout simplement, si l'on peut dire,

de l'avènement d'une *xénophobie d'Etat et d'institution* qui ne cesse de mettre tragiquement et honteusement en scène la peur de l'étranger contre lequel des dispositions exorbitantes du droit commun doivent être arrêtées. *Politique de la peur* et de la stigmatisation, qu'il faut développer d'abord chez les nationaux, et en même temps retourner contre les étrangers à qui *il faut faire peur et rendre la vie aussi pénible et précaire que possible*, tout cela pour mieux « endiguer les flux migratoires ».

Autant de pratiques et de discours qui entraînent des violations graves, répétées, systématiques d'une Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant et de dispositions législatives qui précisent par exemple que « l'étranger mineur ne peut faire l'objet d'une mesure de reconduite à la frontière » (Article L. 511-4, Ceseda). Des pratiques qui sont ont fait l'objet d'une analyse critique de la part du Conseil de l'Europe dans son *Rapport sur le respect effectif des droits de l'Homme en France*, 15 janvier 2006, p. 70 et 71.

Inhumanité, illégalité et illégitimité, tels sont les trois piliers principaux de la politique de ce gouvernement en matière d'immigration. Si l'on estime qu'une société se juge d'abord sur la façon dont elle traite les plus « faibles », les plus exclus de ses membres, alors il n'y a pas de quoi être fier d'être citoyen d'une France dont les dirigeants dressent chaque jour un mur de mépris, de peur, de xénophobie à l'encontre de dizaines, de centaines de milliers d'hommes, de femmes, d'enfants dont le seul tort est d'être démunis de papiers.

Assurément le « sans papier » est comme la figure à la fois mythique et bien réelle de notre monde, ici et là-bas. Il nous renvoie en permanence à un monde terriblement inégal, injuste, violent, souvent barbare qui l'a poussé à fuir la misère, la guerre, les persécutions, et à notre société où il avait cru trouver un havre de sécurité alors qu'il se heurte à l'hostilité, au soupçon, au rejet...

Jo Briant



du lycée...une mobilisation telle qu'elle a contraint le Préfet de l'Isère à délivrer un titre de séjour...

Outre ce Réseau éducation sans frontières, il faudrait citer comme associations et réseaux de résistance et de solidarité la Coordination nationale de soutien aux sans papiers, le GISTI (Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés), constitué de juristes solidaires qui produit et publie des outils précieux d'information et la revue *Plein Droit*, la CIMADE (Centre œcuménique d'entraide), présente notamment dans les centres de rétention et qui publie la revue *Causes communes*, et tant d'autres associations. Il existe incontestablement un large mouvement citoyen, même si l'on peut penser qu'il n'est pas encore à la hauteur du défi posé par une politique violente et indigne en matière d'immigration et de droit d'asile.

Urgence d'une résistance idéologique et politique

Je dis souvent à mes amis que parmi tous les combats que j'ai menés depuis une cinquantaine d'années celui pour les droits et la dignité des demandeurs d'asile et les sans papiers est sans doute le plus dur, le moins

gratifiant, un combat où l'on ne « gagne » jamais, même si on arrache, au cas par cas, des papiers pour telle ou telle famille, pour tel ou tel « isolé ». Le sentiment, qui devait habiter Sisyphe, ce fils d'Eole, condamné à hisser éternellement un rocher au sommet d'une montagne.

Ne pas s'enliser dans le « cas par cas », ne pas se contenter d'une résistance défensive, même s'il est impératif de tout faire pour s'opposer à une expulsion et obtenir un titre de séjour. Poser le problème en termes politiques. Expliquer d'abord qu'on aura beau ériger tous les barbelés qu'on voudra, cela n'empêchera pas l'arrivée par tous les moyens, même au prix de milliers de morts par mer ou par terre, de tous ces persécutés et de tous ces parias du sud et de l'est qui fuient les guerres, l'oppression, le mal développement. Tant qu'un certain ordre économique imposera plans d'ajustement et endettement, tant que nos gouvernements soutiendront des régimes dictatoriaux, ces hommes préféreront toujours partir plutôt que mourir sur place. Rappeler aussi l'article 13 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme qui reconnaît le droit à la libre circulation des êtres humains. Proposer une vision « positive » de l'immigration : au lieu de la présenter sans cesse comme un « problème », une « menace », expliquer sans relâche qu'au contraire l'immigration est une chance, une richesse tant au niveau économique que social et culturel. Que notre société s'est édifiée sur la base de tous ces apports et de tous ces métissages, et que l'interculturalité est le seul horizon, impératif et exaltant, de notre vie collective.

Une conclusion ?

Ces vers admirables du poète uruguayen Rafael AMOR extraits du poème intitulé « *Ne m'appelles pas étranger* » :

*Ne m'appelle pas étranger
Parce que je suis né en terre lointaine
Ou parce que le Pays d'où je viens porte un
autre nom*

*Ne m'appelle pas étranger
Parce que l'amour d'une mère nous apporte
la même lumière
Dans leurs chants et leurs caresses, proches
de leur cœur, elles nous imaginent égaux.*

*Ne m'appelle pas étranger
Regarde-moi dans les yeux, outre la haine,
L'égoïsme et la peur
Et tu verras que, moi aussi, je suis un être
humain
Je ne peux pas être un étranger. ■*

Quelques ouvrages de Jo Briant

- *Chili au quotidien*,
L'Harmattan, 1987.
- *Ces Indiens qui veulent vivre*,
La pensée sauvage, 1992.
- *Paroles d'un voyageur solidaire*,
L'Harmattan, 2000.
- *Mes luttes, nos luttes.*
Pour un autre monde,
La pensée sauvage, 2007.

Lire également le bulletin d'information du
CIIP (Centre d'Information Inter-Peuples)
<http://www.ciip.fr>